

Observations de SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur les modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G et stations terriennes du service fixe du satellite en France métropolitaine

1) Sur les prescriptions de la section 2.3 de la consultation publique

Le dernier paragraphe de cette section concerne la protection prévue pour les futures stations FSS. Il prévoit que « *Pour les sites futurs, le cas échéant, a priori seules les localisations n'impliquant pas une modification substantielle des sites 5G déjà déployés dans la bande 3,4 – 3,8 GHz et représentant un risque d'impact modéré selon la définition de la section 2.2, pourront faire l'objet de protection.* ».

SFR considère que cette position de faire peser sur les stations 5G en place des contraintes de déploiements concernant de futures stations satellite est totalement incompatible avec le principe d'antériorité.

SFR souhaite en effet rappeler que ce principe d'antériorité prévaut de longue date dans le domaine des radiocommunications (notamment dans le règlement des radiocommunications annexé à la convention de l'Union internationale des télécommunications à laquelle la France est partie mais également au sein du tableau national de répartition des bandes de fréquences (TNRBF) .

Les dispositions du TNRBF consacrent le principe d'antériorité, c'est-à-dire en tant qu'elles imposent au titulaire d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques dont l'assignation a été enregistrée au fichier national des fréquences (FNF), l'obligation de mettre fin à l'éventuel brouillage persistant. Ainsi, concrètement, une fois que l'autorité affectataire, c'est-à-dire notamment l'ARCEP, a autorisé l'utilisation d'une bande de fréquences radioélectriques par un opérateur ou exploitant, cette assignation doit faire l'objet d'un enregistrement au FNF. Cette date d'enregistrement permet de connaître l'antériorité des assignations les unes par rapport aux autres, et donc, compte tenu de la règle posée par le TNRBF, de savoir quel opérateur ou exploitant doit supporter la charge de faire cesser les éventuels brouillages persistants.

Ce principe d'antériorité empêche donc l'ARCEP d'octroyer de nouvelles autorisations qui amoindrieraient ou remettraient en cause les droits résultant des autorisations précédemment délivrées

Il résulte de ce qui précède que le dernier paragraphe de la section 2.3 ne respecte pas le principe d'antériorité en ouvrant la possibilité de modifier les réseaux 5G antérieurs (avec le risque d'une réduction de couverture ou du service apportés par ces réseaux) à l'occasion des déploiements de futures stations FSS.

L'autorisation de SFR dans la bande 3,4 – 3,8 GHz, acquise très chèrement, est assortie d'un ensemble d'obligations de déploiement progressives de 2022 à 2025, conduisant à une généralisation de l'augmentation des performances sur l'ensemble du réseau mobile à fin 2030 (cette dernière obligation pouvant toutefois être réalisée en 3,4 – 3,8 GHz ou tout autre bande de fréquence attribuée par ailleurs à l'opérateur).

SFR estime que le risque de modification des réseaux 5G en place à l'occasion de nouveaux déploiements FSS est difficilement conciliable avec les obligations de déploiement rappelées ci-dessus. En aucune façon, l'administration ne peut octroyer une nouvelle autorisation susceptible de

préjudicier aux droits d'un occupant antérieur (CE, 5 janvier 1953, Société des Etablissements Bresson).

Compte-tenu des observations énoncées ci-dessus, SFR souhaite donc la suppression pure et simple du dernier paragraphe en section 2.3.

Si par extraordinaire ce paragraphe devait malgré tout être maintenu, SFR souhaiterait que la notion de « *modification substantielle* » soit clairement explicitée. Dans cette hypothèse, SFR suggère également que les opérateurs soient associés aux études techniques des projets d'implantation des nouvelles stations FSS, afin que de pouvoir évaluer précisément les impacts potentiels sur la couverture et le service apportés par le ou les réseaux mobiles. La nature des solutions techniques de cohabitation qui pourront être mises en œuvre dans les réseaux mobiles devrait par ailleurs être prise en compte dans cette évaluation, ainsi que l'importance de la zone pour les opérateurs mobiles et éventuellement de leurs plans de déploiement autour de l'emplacement prévu.

Enfin, dans une telle hypothèse, SFR demande à ce qu'il soit clairement explicité que l'ensemble des couts afférents aux modifications exigées soit supporté par le demandeur.

2) Sur les stations FSS dites à « impact modéré »

La section 2.2 précise la distinction faite entre les stations FSS à « impact fort » et à « impact modéré », en fonction de critères d'analyse reposant sur le nombre de sites déployés et la population présente sous la zone de contrainte.

Concernant les stations FSS à « impact modéré », il apparaît que la protection technique est définie de manière générique (les diagrammes de limite de champ en direction des sites FSS au-dessus de 3840 MHz sont tous identiques), contrairement aux stations FSS à « impact fort » pour lesquelles ces critères sont spécifiques à chaque station. Par ailleurs, la protection des stations à « impact modéré » est définie sans date d'échéance, à la différence des stations à « impact fort ».

SFR souhaiterait qu'il soit possible de réévaluer le niveau de protection de ces stations à « *impact modéré* » qu'il est aujourd'hui prévu de protéger sans limitation de temps. En particulier, SFR propose que les critères techniques de protection soient évalués au plus juste, à l'instar des stations à « impact fort ». Considérant les obligations de déploiement des opérateurs dans la bande 3,4 – 3,8 GHz, une évaluation plus précise des contraintes techniques associées à la protection de ces stations FSS permettrait en effet d'en minimiser l'impact sur les plans de déploiement des réseaux mobiles.

3) sur les stations FSS de la bande 3800-3840

La définition dans la norme 3GPP des BEM (Block Edge Mask) implique que les stations FSS situées dans la bande de fréquence 3800-3840 MHz seront naturellement moins protégées que celles utilisant des fréquences au-delà de 3840 MHz.

SFR souhaiterait qu'il soit indiqué dans le texte des « *Modalités de Coexistence* » que le déploiement des stations FSS dans la bande 3800-3440 MHz sera limité autant que possible et que les fréquences supérieures à 3840 MHz seront privilégiées pour l'implantation des nouvelles stations.

